

AUJOURD'HUI

N° 70
5 AU 19 OCTOBRE 2000
1 FRANC
ISSN 1423-7946

**BIMENSUEL
LIBERTAIRE**

Journal de **DIRECT!** Amis de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. **Abonnements** : Tél. & fax (int+4122) 734 29 22 ou email direct_ait@tao.ca

En septembre à Prague

LES MÉDIAS ONT LARGEMENT "COUVERT" LES MANIFESTATIONS QUI ONT EU LIEU À PRAGUE, à l'occasion du sommet de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI). Chacun a pu se délecter, à la télévision ou dans le journal, des scènes d'échauffourées entre manifestants et policiers : la "violence" de certains opposants à la mondialisation a ainsi été publicisée et jetée en pâture à l'opprobe de l'opinion publique.

Relevons aussi l'attitude de certaines organisations non gouvernementales qui se font entendre (et accréditer pour la réunion de la BM) grâce aux manifestations, tout en faisant la fine bouche vis-à-vis personnes qui se

L'ambassade tchèque à Berne occupée

Des militants de la Coordination anti-OMC Berne et de l'Union des travailleurs libres Thoune et Berne (FAUCH) ont occupé durant une heure environ l'ambassade tchèque à Berne le 29 septembre. Ils ont exigé la libération de toutes les personnes arrêtées lors des manifs contre le FMI et la BM à Prague. Ils ont également protesté contre les méthodes de la police tchèque, qualifiées de brutales, sexistes et antisémites. La police, présente sur les lieux, n'a procédé à aucune arrestation, mais a relevé l'identité des manifestants.

FESTIVAL ANTIREPRESSION En soutien aux victimes de la répression policière

à l'Espace autogéré, Av. César-Roux 30, Lausanne
Vendredi 20 et samedi 21 octobre
concerts, expos, perfos...

Le 20 octobre, concerts avec les groupes
Gerbophilia (grind core) **Septum** (heavy core) **Voodoo Dick** (punk) **Shora** (hard core) **Headrush** (hard core)

mobilisent. « *Ce genre de comportement discrédite le mouvement parce que les gens qui veulent manifester pacifiquement ne le peuvent pas* », a déclaré la directrice d'Amis de la Terre.

D'une manière générale, et même au sein des milieux anti-mondialisation, on fait l'économie du débat sur la violence globale du système capitaliste et l'exploitation quotidienne de tous au profit de quelques-uns. En regard, quelques cocktails molotov et vitrines brisées ne pèsent vraiment pas lourd.

Ce qui est moins connu, parce que complaisamment tu, c'est le contexte répressif qui sévit actuellement en Tchéquie. Nos lecteurs se souviennent certainement du cas des tchèques Vaclav JEZ et Michal PATERA, emprisonnés en "garde à vue" durant de longs mois pour s'être défendus contre une attaque de néo-nazis (Aujourd'hui n° 43). Nos camarades tchèques de la FSA-AIT font état d'autres cas analogues et sont victimes d'une répression policière incessante. C'est cet appareil policier répressif coutumier de l'usage de la force que les dizaines de milliers de manifestants anti-FMI et BM sont allés rencontrer dans les rues de Prague : de nombreuses arrestations ont eu lieu (entre 500 et 1000 selon les sources), dans des conditions extrêmement violentes. De nombreux témoins attestent de sévères bastonnades et de torture dans les lieux de détention et postes de police : coups

sur les parties génitales, privation de nourriture, d'eau et de sommeil, refus de soins et de médicaments, entassement de nombreux prisonniers dans des pièces confinées. Des militants israéliens témoignent de l'antisémitisme des policiers praguais, qui auraient laissé des nazis "visiter" quelques cellules. Des femmes ont été contraintes à des "exercices physiques", entièrement nues, devant des flics masculins. De ces violences-là, on ne parle que peu : commises à l'abri des regards indiscrets, elles n'intéressent guère la presse.

Pour l'heure, les médias se contentent de produire de la copie ou des images spectaculaires à bon compte. Les journalistes agissent à la façon des ethnologues d'autrefois visitant des tribus inconnues et présentent ces manifestations comme des rituels pittoresques, sans établir de lien entre ces luttes et le vécu de la majorité de la population. Pourtant les rendez-vous du gratin capitaliste mondial sont le produit de la même logique qui régit nos rapports sociaux et économiques quotidiens : exploitation, compétition, inégalités, etc. L'enjeu est de rendre cette réalité évidente au plus grand nombre.

LE COLLECTIF DE RÉDACTION

SOMMAIRE

Tsiganes En Suisse, on n'accepte pas

encore leur manière de vivre

Ecole Entre souffrance et ennui, la grande absurdité du système

Assurance chômage La reprise et les chômeurs ont bon dos

Solidarité Des nouvelles de l'action de solidarité avec le peuple tchéchène

Vivace racisme anti-gitans

TSIGANES • En 1966, l'État genevois faisait déplacer les familles tsiganes qui vivaient à la Queue d'Arve pour un terrain insalubre mais provisoire situé sur la commune de Versoix. Le 25 juin dernier, alors que la population vivant sur cette installation a quasiment triplé, les habitants de la commune de Versoix, par 1437 voix contre 1086, se sont prononcés contre l'aménagement du terrain dit des hôpitaux qui aurait permis d'accueillir les familles vivant sur le terrain du Molard. Nous avons rencontré May Bittel, une figure connue de la communauté tzigane de Versoix.

Comment le résultat de ces votations a-t-il été perçu par la communauté?

Ça a été ressenti comme quelque chose d'assez horrible. On pensait jusqu'à présent que les gens avaient évolué, mais on se rend compte que la xénophobie et le racisme latents existent encore. Ils s'interdisent d'être racistes mais ils nous imposent de rester là, dans un trou à rat, qui fait l'unanimité quant à son insalubrité. Alors les politiques qui étaient contre ont dit : oh, on n'est pas contre vous, il faut surtout pas mélanger le racisme avec ça, c'est juste le terrain des hôpitaux qu'on défend. Seulement, nous, on est des êtres humains donc ça vaut pas le coup d'être défendu.

Quelles vont être les suites?

On a fait opposition. On a des lois onusiennes qui sont là pour la protection des minorités et ce sont ces droits-là que je fais valoir pour la question de Versoix. Nous avons déjà déposé un recours auprès du conseil d'État genevois en disant que Genève outrepassait ses obligations en acceptant le verdict du référendum. Nous avons déposé le même recours au Tribunal fédéral et maintenant ça va aller jusqu'à la cour européenne des droits de l'homme et Genève risque d'être condamnée.

N'y a-t-il pas d'autres moyens de pressions que ceux d'ordre juridique?

Si, si, on peut très bien faire autrement... Moi demain j'ai dix mille caravanes pour bloquer Genève. Mais actuellement je pense que c'est pas encore le moment, mais s'ils ne connaissent pas un autre langage que celui-ci, s'il semble que le langage de l'ouverture et de la discussion ne conviennent pas, on verra bien...

Au niveau de la campagne sur ce référendum, il y a eu des soutiens au niveau politique?

Oui, certains politiciens étaient avec nous. L'État, la commune sont favorables à notre relogement sur un endroit décent et salubre mais il y a eu un référendum. A travers cette initiative, on donne la possibilité à des gens qui ne tiennent pas compte de l'être humain de légaliser le racisme.

A ce sujet du racisme et de la xénophobie en général, est-ce que tu perçois une évolution?

Pendant la dernière guerre mondiale, une grande partie de ma famille qui était en France est passée par les camps de concentration. Les gens du voyage ont énormément payé durant cette période. Cela a été minimisé parce qu'ils ont oublié que beaucoup de nos noms, ce sont des noms juifs. En Suisse, la xénophobie et le racisme était totalement légalisés, des années vingt jusqu'en 1973,

par le fait que la Confédération par le biais de Pro Juventute volait nos enfants. Tous les gens du voyage ont été touchés par cette histoire. Ensuite, ils se sont rendus compte que ça n'était pas bien et l'on a eu droit à des excuses, mais c'est tout. Les excuses, ça n'a servi à rien, parce qu'en réalité, ce qu'on veut, c'est qu'on soit reconnu comme une minorité ethnique et culturelle, nous avons le droit d'exister. Je suis touché par le racisme non pas par ma personne, mais parce que je suis attaché à un groupement social qui lui n'est pas reconnu et tout est fait et prévu pour l'empêcher de vivre sa vie. Le racisme est au quotidien. On ne reconnaît pas notre mode de vie. Quelle est la différence de voler nos enfants ou de voler les places que nous occupions pour en faire des terrains de camping TCS interdits aux gens du voyage? On n'a pas le droit à la différence en Suisse ou alors on devient marginaux.

Tu veux dire que dans les faits, voyager en Suisse, c'est difficile?

Ça devient de plus en plus scabreux. D'un côté, des communes interdisent dans leurs règlements le passage des gens du voyage et d'un autre, des communes aménagent des places pour permettre notre accueil. Mais tout ça, ça nous interdit de nous mettre ailleurs, de voyager librement. On veut toujours faire le bien des gens malgré eux.

C'est une manière détournée de vous sédentariser?

Tout à fait! Nous on veut pas un guide touristique pour gitans en Suisse. Les places de passage c'est pour moi une sédentarisation forcée, mais ce qu'on demande, c'est simple comme bonjour : qu'on nous face des places de stationnement, mais si le paysan à côté veut me recevoir pendant dix jours, que j'aie la possibilité aussi d'y aller.

Justement, dans ces circonstances, préserver sa langue, ses pratiques culturelles, ça devient difficile?

Les gens ne se rendent pas compte qu'en agissant de la sorte, c'est pas comme ça qu'ils arriveront à nous vaincre. Plus ils seront contre nous, plus les liens de notre peuple se resserreront. Chez nous, il y a une évolution qui est en train de se faire. Tout ceux qui étaient sédentaires, qui ont été sédentarisés de force, se remettent à voyager aujourd'hui. Il y a un retour aux sources. Bon, ce qui n'est pas évident parce que celui qui ne connaît pas le voyage ne connaît pas non plus les problèmes. Aujourd'hui on reste là, demain on est loin. D'ailleurs nous sommes les citoyens du monde, je suis chez moi partout où ma caravane passe, même si c'est pour trois jours.

Au niveau des populations locales, rencontrez-vous des problèmes particuliers?

Oui, mais cela dépend des communes et de ses habitants. Par exemple, cet été nous étions dans une commune de la Suisse allemande. Pas très loin de là les gens savaient qu'ils y avaient des skins qui étaient ensemble. On arrive avec nos caravanes avec autorisations. On a payé 500 balles pour l'autorisation. La première nuit des gens passaient à côté en voiture en criant des vilaines paroles telles que cochons de gitans, sales tsiganes, il faudrait les voir morts. Et le soir, des personnes sont venues et ont jetés des pierres, de jolis pavés. On a été dire ça à la police; la police n'est même pas venue sur place sur le coup, elle ne s'est pas inquiétée. Le lendemain quand on a été vers la police et qu'ils sont finalement venus, ils ont dit : « Mais peut-être que vous avez des ennemis entre vous ». Dix jours après environ, à 2h30 du matin, les chiens aboyaient. Un de chez nous sort et regarde, c'était la police qui était en train de chercher entre les caravanes. Il dit comme ça :

- Mais qu'est ce que vous faites-là messieurs, vous savez pas qu'on a loué la place ?

- Oui, oui on sait.

- Mais qu'est ce qui se passe-là ?

- Ben écoutez, on nous a signalé qu'une bicyclette a été volée alors on vient la chercher chez vous.

Alors les pierres lancées par les skinheads, ça on s'en fout, mais le vélo qui n'a pas été retrouvé chez nous parce que nous on n'en vole pas... Alors voilà la position de la police encore aujourd'hui. Alors quand on veut parler qu'il y a un changement dans les mœurs, je sais pas où, peut être dans les gens d'ici dix mille ans.

Nous on n'a pas de méfiance par rapport aux gadjés parce qu'on les connaît. Alors qu'eux ont tous leurs stéréotypes du genre : tzigane c'est un voleur. Ca c'est rentré dans les mœurs. Alors tu penses si je viens avec ma caravane, c'est tous les clichés qui ressurgissent.

PROPOS RECUEILLIS PAR G. J & G. A.

« Qui a eu cette idée folle... »

... un jour d'inventer l'école? » L'auteur, en composant la ritournelle, n'avait sans doute en tête que le souci de la rime. En effet, il est peu courant d'associer les mots "école" et "idée folle", bien que personnellement nous démentir les nombreux potaches qui usent, dans la souffrance ou l'ennui, leurs fonds de cololite sur les bancs de l'école

Savez-vous ce qui fait briller les yeux des enfants à l'école? Davantage que les activités créatrices ou physiques, qui ont la cote, c'est l'idée de la prochaine récréation. Là, l'enfant se retrouve avec ses copains. Il s'adonne à de nombreux jeux et activités, tous ses sens en éveil. Il discute, échange, expérimente, se dispute... bref, il vit intensément. Et ce faisant... il apprend.

Avant et après la récré, les enfants sont regroupés par classe d'âge et/ou par niveau scolaire, selon un modèle qui, datant du siècle dernier, n'a que peu évolué. Pensé, non pas en fonction des enfants, mais pour répondre aux impératifs de l'organisation sociale, ce système déploie son absurdité au cours d'une scolarité transformée en course d'obstacles. Les enfants doivent emmagasiner un certain stock de connaissances : langues, des concepts mathématiques, de l'histoire etc., selon un rythme annuel que rien ne justifie si ce n'est l'existence du calendrier. Ceux qui n'ont pas le "sens du rythme" sont, comme on dit, en situation d'échec scolaire. Leur proportion ne varie que très peu, quel que soit le modèle pédagogique en vigueur dans l'établissement (traditionnel académique, pédagogie active, etc.) ou l'époque que l'on prend en considération.

Bien entendu, ce problème passionne les penseurs pédagogiques qui l'ont étudié, retourné dans tous les sens, et ont proposé qui de nouvelles manières d'enseigner, qui des réformes institutionnelles (du genre de celles qui fleurissent actuelle-

ment en Suisse). Las! ce fichu pourcentage d'enfants qui n'apprennent pas à l'école ne bouge pas! Alors on remet l'ouvrage sur le métier, on fait de nouvelles études, on décortique le fonctionnement de l'apprentissage humain, et on crée de nouvelles pédagogies... qui n'auront pas grand effet. Tout au plus, grâce à quelques manipulations sémantiques, on parviendra à en dissimuler un peu l'échec patent : le jargon, ça sert aussi à ça! Mais on se garde bien de remettre en cause fondamentalement le système scolaire, car cela amène forcément à remettre en cause le système d'organisation sociale qui en est à l'origine. Pourquoi donc les pédagogues se mettraient-ils à scier la branche sur laquelle ils sont assis? Il est d'un bien meilleur rapport de justifier l'absurdité existante en utilisant la pseudo-science qu'est la pédagogie et de confisquer, au passage, le débat sur l'éducation et l'enseignement. Même les parents, premiers concernés par l'épanouissement de leurs rejetons, n'ont pas leur mot à dire : ils ne seraient pas compétents. Pourtant, en général, ce sont eux qui ont assisté leur enfant dans l'apprentissage du langage parlé, de la propreté, de la marche, sans pour autant être au bénéfice d'un quelconque brevet!

Au total, la récré, c'est peut-être le seul moment scolaire où l'enfant se trouve dans une situation et un environnement qui lui fournissent effectivement pour apprendre... mais la récré ne représente que 10 % du temps scolaire.

Y. UPSTAIRS

Vive la reprise... sur le dos des chômeurs

Le 18 septembre dernier, le Conseil fédéral, en la personne de Pascal Couchepin, a annoncé la mise en consultation d'un projet de modification de l'assurance chômage. Au programme : une diminution des prestations et une augmentation des exigences. Concrètement, si ce projet est accepté par les Chambres, dès le 1er janvier 2003, la durée de l'indemnisation passera de 520 à 400 jours et la durée de cotisation minimale pour avoir droit aux indemnités de six mois à un an. Ainsi, toutes les personnes précaires (contrat à durée déterminée, travail sur appel...) qui n'arrivent pas à aligner douze mois de travail consécutifs seront exclues du système.

Pour faire passer la pilule, le Conseil fédéral "offre" un susucré : une baisse des cotisations. Le taux de celles-ci passera de 3 % du salaire à 2 %, pour les salaires inférieurs à 106800 francs par an. La cotisation de "solidarité" prélevée sur la tranche des hauts salaires passera quant à elle de 2 % à 1 %. Explications : pour un salaire mensuel brut de 3000 francs par exemple, un salarié paye actuellement 45.- pour le chômage. Avec la nouvelle loi, il ne payerait plus que 30.-, cela ferait 15.- de plus sur la fiche de paye (si le salaire est de 6000 francs, le "gain" pour le salarié serait de 30.-, etc.). Pour le patron qui paie l'autre moitié de la cotisation, le bénéfice est le même... multiplié par le nombre de salariés. En ce qui concerne les hauts salaires, la part supérieure du revenu (entre 106800 et 267000 francs par an) subit actuellement une ponction de 2 %; avec la nouvelle loi celle-ci ne serait plus que de 1 %. A l'heure où certains cadres et autres gestionnaires de fortune se remplissent les poches, on va leur demander d'être deux fois moins solidaires avec les sans-emploi!

Le Conseil fédéral essaiera certainement de nous convaincre que la diminution des cotisations chômage va bénéficier aux salariés (ne rêvons pas, le "bénéfice" individuel sera minime, voir les chiffres ci-dessus). Par contre le patronat qui réclame toujours la baisse des charges sociales (pensons au combat mené contre l'assurance maternité) sera le vrai gagnant. D'autant que les restrictions apportées aux prestations contraindront de plus en plus de gens à accepter n'importe quel travail, notamment ces emplois "atypiques" et précaires qui ne donnent pas droit aux indemnités. Décidément, la "reprise" n'est pas la même pour tout le monde.

Je m'abonne à Aujourd'hui!

normal	soutien
▶ 12 n° : 15.-	□ 25.- □
▶ 24 n° : 30.-	□ 50.- □
▶ 48 n° : 60.-	□ 100.- □

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP
117-574 134-6. Envoyer à :
DIRECT!, Case postale 2254,
CH - 1211 Genève 2.

Campagne de solidarité avec la population tchéchène

SOLIDARITE • Le collectif de Moscou contre la guerre en Tchétchénie dont nous avons relayé l'appel (voir Aujourd'hui n° 67) poursuit son action

Le sort de la population tchéchène n'intéresse plus grand monde en ce moment. A l'exception notable d'un reportage réalisé clandestinement par Mylène Sauloy et diffusé par Le vrai journal de Canal+ (dont un extrait à été repris par la TSR dans le TJ du 30 septembre) et de rares articles dans la presse écrite, les médias semblent avoir oublié cette sale guerre. Grosny qui comptait 450'000 habitants avant la guerre est désormais une ville dévastée où entre 60'000 et 100'000 personnes vivent dans les ruines en attendant l'hiver. Impossible de se chauffer, ou même de cuisiner sans aller chercher du bois à l'extérieur de la ville, mais pour cela, il faut payer un droit de passage aux militaires... sans compter le risque de sauter sur des mines. Les habitants accusent d'ailleurs l'armée russe d'en avoir truffé la région, y compris sous forme de jouets. En tout cas, l'hôpital à moitié détruit que Mylène Sauloy a visité ne fait pratiquement que des amputations (plusieurs par jour) sur des personnes (le plus souvent des enfants) blessées par les mines. Quant aux hommes valides, ils risquent à tout moment d'être emmenés par la soldatesque dans des prisons d'où l'on revient rarement. De nombreux cas de torture, de viols, d'exécutions sommaires ont été signalés. Selon Le Monde du 29 septembre, la population est aussi victime des tirs et des bombardements russes. Voici quelques exemples cités par la journaliste Marie Jégo : lundi 25 septembre, une colonne de militaires russes a tiré sur un autocar bondé dans le quartier

de Tchernorétchié à Grosny, tuant une femme avec son bébé de trois mois dans les bras ainsi que le chauffeur du bus. Le même jour à Argoun, un bourg situé à une dizaine de kilomètres de là, un obus est tombé sur la maison des Taramov, tuant le couple et brûlant grièvement leurs trois jeunes enfants. Dans ces conditions, que faut-il penser des autorités russes qui invitent les réfugiés à rentrer chez eux ?

Nous avons décidé de poursuivre la collecte de fonds en faveur du collectif pacifiste de Moscou organisé autour du journal antifasciste Tchelovetchnost et du Centre de recherche Praxis. Voici les dernières nouvelles que nous avons reçues de ces camarades : tout d'abord, dès que possible, ils vont amener en Tchétchénie ou en Ingouchie voisine les 40 cartons d'aide humanitaire (surtout des vêtements chauds) qu'ils ont déjà récoltés. L'argent que nous leur avons fait parvenir servira pour les frais de transport. En parallèle leur collecte se poursuit. Depuis la rentrée, ils mènent leur action dans les écoles et les universités, en l'accompagnant d'une diffusion de tracts contre la guerre.

M. ARGERY

Jusqu'à maintenant nous avons récolté en Suisse la somme de 880 francs. La collecte reste ouverte, et vos dons sont les bienvenus au CCP 17-574134-6 Direct! 1201 Genève.

Pour soutenir cette campagne, nous voulons organiser, dans le courant de l'hiver, un concert de solidarité à Genève. Les personnes qui souhaitent se joindre à cette initiative peuvent contacter Direct! à Genève (022 734 29 22) ou écrire à "Réflexions sociales", case postale 172, 1000 Lausanne 6 Ouchy.

Progrès : du travail de nuit et du week-end

Selon le professeur Yves Flückiger (Voir son interview dans Le Temps du 29 septembre) de l'Université de Genève, aussi bien le travail que les rémunérations "atypiques" se sont développés durant la "crise des années 1990" : travail sur appel, salaire au mérite, contrats à durée déterminées, horaires inhabituels... Il donne, à ce propos, un chiffre significatif : dans notre pays, en 1991, 27 % des personnes actives travaillaient de manière "régulière ou occasionnelle" le dimanche et 10,4 % occupaient un poste où le travail de nuit était "normal ou éventuel"; en 1999, elles sont respectivement 39,6 % et 18,6 % dans ce cas.

Qui c'est ? C'est Guignol !

Certains artistes inspirés en avaient fait un genre. En politique, l'absurde, le non-sens sont une pratique très prisée. Et certains politiciens atteignent des sommets. On en veut pour preuve les déclarations de Dominique Stauss Kahn, ponte socialiste mis en cause dans une affaire de documents détournés : en deux mots, Strauss Kahn affirme avoir égaré une cassette vidéo mettant en cause le président Chirac en personne dans les "affaires" de financement occulte du RPR. Bon. Quand on parvient à un tel degré dans la hiérarchie politique (ex-ministre des finances d'un pays faisant partie du G7, excusez du peu), il paraît peu ordinaire « d'oublier dans un tiroir » un document qui peut déstabiliser rien moins que le chef de file de "l'adversaire", par ailleurs chef de l'Etat. Et Dominique de le confesser lui-même : « Ce que je dis est difficile à croire ». Pour notre part, ce que nous trouvons plutôt marrant, c'est qu'aucun des journalistes présents dans la salle à ce moment n'éclate de rire : ils ont un sacré self-contrôle, ces gars-là ! Toujours est-il que l'on va complaisamment laisser s'épancher l'ex-ministre jusqu'à recueillir l'expression de « sa souffrance » vis à vis des amis qui l'auraient laissé tomber. Bin voyons ! L'essentiel du jeu politique consistant à distribuer et à prendre des baffes dans la gueule, de quoi se plaint-il ? Décidément, en politique, on en vient à regretter que le ridicule ne tue pas : ce serait l'hécatombe.

Que faire face à la police ?

Le groupe Antirépression vient de publier une brochure de 20 pages, très utile pour qui se fait interpellé dans le canton de Vaud. Dans une première partie, les droits des personnes face à la police sont clairement expliqués. Ensuite on peut lire une dizaine de témoignages de personnes arrêtées récemment à Lausanne, notamment lors du passage du Tour de France. Un festival Antirépression, à ne pas manquer, est également organisé à l'Es-space autogéré (voir annonce en couverture).

Disponible à l'Infokiosk, Av. César-Roux 30, 1005 Lausanne, contre quelques timbres.

Editeur responsable Claude Cantini
Tirage 1500 exemplaires
Courrier DIRECT! Case postale 2254
CH-1211 Genève 2
Téléphone & fax int+4122 734 29 22
! NOUVEAU! Email direct_ait@tao.ca
CCP DIRECT! 17-574 134-6.
Local 24, rue de Montbrillant, Genève
Internet www.tao.ca/~direct_ait